



The Long and Short of It: Long-acting and Permanent Family Planning Methods in the Private Sector



e-Conference
May 8-10, 2012

Discussions en ligne modérées 9 mai 2012: “Des défis et des opportunités en matière des MP/LD” avec Dr. Blamo Dao, Maaïke van Min, Thierry van Bastelaer, et Aïsha Talib

- (1) **SHOPS Admin:** Bienvenue tout le monde a cette discussion en ligne. La discussion d'aujourd'hui fait partie de l'e-conférence sur les MP/LD organisée par le projet SHOPS. Cette discussion en ligne est animée par Maaïke van Min et Thierry van Bastelaer. Cette discussion en ligne n'a pas d'audio. Le chat est modéré, ce qui veut dire que vos questions iront dans une file d'attente. Il faut patienter quelques minutes avant de voir votre question postée sur l'écran; donc ne vous inquiétez pas si vous ne la voyez pas immédiatement. Nous commencerons dans quelques minutes.
- (2) **BLAMI DAO*:** bonsoir tout le monde. Je suis content de participer a ce forum de discussion depuis Bobo Dioulasso ou je suis en mission.
- (3) **AISHA TALIB*:** Bonjour - Je m'appelle Aïsha Talib. Je suis une Associate, spécialiste du financement de la santé a Abt Associates.
- (4) **THIERRY VAN BASTELAER:** Bonjour a tous. Mon nom est Thierry van Bastelaer, et je suis conseiller en matière de financement de la santé sur le projet SHOPS.
- (5) **Thierry Uwamahoro:** Salut les panelistes. Trouvez-vous que le coût est une barrière à l'usage des MLD/P au secteur privé ?
- (6) **Gael O'Sullivan:** Bonjour, je m'appelle Gael O'Sullivan et je suis spécialiste dans le domaine de marketing auprès du projet SHOPS.
- (7) **BLAMI DAO*:** Je crois que c'est plutôt dans le secteur public que le problème du coût se pose pour les MLD/P. Je me rappelle qu'il y a quelques années quand le problème de la subvention des implants par les partenaires s'est posé, il y a eu des ruptures dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest car les gouvernements n'avaient pas prévu un budget pour cela. Pour le secteur privé, il faut distinguer le secteur privé à but lucratif et celui à but non lucratif
- (8) **AISHA TALIB*:** Oui, notre recherche montre que le prix est un obstacle à l'accès aux services en particulier auprès des fournisseurs du secteur privé. Toutefois, pour les prestataires du secteur public cette réponse n'était pas claire..
- (9) **Gael O'Sullivan:** Je voudrais connaître l'expérience d'autres en ce qui concerne les meilleures stratégies pour augmenter la demande de services MLD/P?

- (10) **SHOPS Admin:** Aisha est une des panelistes au Panel 3 si vous aimeriez voir son expose
- (11) **AISHA TALIB*:** Gael, Je crois que les vouchers ont été efficaces en Jordanie à accroître l'utilisation de prestataires privés.
- (12) **Thierry Uwamahoro:** Durant la discussion en ligne d'hier, la délégation des tâches a été citée comme l'une des défis. Quels sont les problèmes/défis que vous trouviez dans la délégation des tâches en Afrique francophone ?
- (13) **MAAIKE VAN MIN*:** (9) Je pense que la demande pour les méthodes longue durée existe, surtout au Sénégal. La plus grande problème c'est l'offre des services. Ni dans le secteur public, ni privé, l'offre des méthodes longue durée est fiable. Il y a beaucoup des raisons pour ça, mais rupture des stocks au niveau nationale des méthodes longue durée fait un grand parti. Aussi l'attitude des prestataires sur les méthodes longue durée
- (14) **BLAMI DAO*:** Pour augmenter la demande pour les services de MLD/P, je crois que l'intégration des services est capital. L'exemple le plus frappant est celui de la PF du postpartum. Une bonne intégration PF et Santé maternelle et néonatale (SMN) peut accroître la demande pour les MLD/P dans cette période.
- (15) **MAAIKE VAN MIN*:** (11) les vouchers peuvent être un bon moyen d'impulser les prestataires privées (et peut être public aussi) dans l'offre des services des méthodes PF, incluant la longue durée. Mais dans les pays francophones il n'y a pas encore beaucoup d'expérience avec ça, ni avec le financement basé sur des résultats - mais on en parle. Peut-être les pays francophones peuvent apprendre des pays anglophones pour assurer que les différents bailleurs et le gouvernement commencent à voir ça comme option pour ici aussi.
- (16) **THIERRY VAN BASTELAER:** Bienvenue Susana ! Nous espérons pouvoir bénéficier de votre expérience et de vos opinions sur le sujet qui nous occupe aujourd'hui. Sentez-vous libre de partager vos idées.
- (17) **BLAMI DAO*:** Le véritable problème de la délégation des tâches c'est qu'il n'existe pas de véritable politique en faveur de la délégation des tâches dans un certain nombre de pays. C'est une délégation informelle et qui touche souvent les urgences (césarienne, hernie, etc) et non la PF. Une meilleure articulation de la délégation des tâches en fonction du type de cadre peut permettre d'accroître l'accès. Par ailleurs tous les types de personnels que l'on peut mobiliser pour les MLD/P ne se sentent pas toujours concernés par la PF: exemple les aides chirurgiens qui pourraient faire les ligatures des trompes estiment que c'est une affaire des services de maternité.
- (18) **AISHA TALIB*:** Maaïke, au Sénégal, est-ce que le gouvernement a fait aucun effort pour augmenter le nombre de fournisseurs offrant MLD/P?
- (19) **Gael O'Sullivan:** Comment assurer la qualité de services, surtout dans un pays où la demande est faible et les prestataires n'ont pas souvent l'occasion d'insérer le DIU, par exemple?
- (20) **MAAIKE VAN MIN*:** (12) la délégation des tâches est effectivement importante aussi au Sénégal. Il faut plaider pour ça pour effectivement changer certaines lois. Je suis d'accord avec (17) les prestataires qui sont autorisés pour faire la longue durée (ligature des trompes surtout) sont des médecins qui ne sont pas souvent impliqués dans la PF. Mais en pays francophone il n'y a pas un prestataire entre le médecin et la sage femme/infirmière. Donc cela pose problème pour la délégation des tâches vis à vis la ligature des trompes.
- (21) **THIERRY VAN BASTELAER:** Bienvenue à vous aussi, Ginette ! Voudriez-vous nous dire les questions qui vous viennent à l'esprit dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui ?
- (22) **THIERRY VAN BASTELAER:** Bonne après-midi Amadou.
- (23) **BLAMI DAO*:** En ce qui concerne les vouchers et les autres modes de financement y compris les FBP, il faut toujours garder à l'esprit que cela doit se faire sur le budget de l'état et non se baser sur des initiatives pilotes sur financement externe dont la pérennité est toujours problématique
- (24) **Thierry Uwamahoro:** Croyez-vous qu'il existe des défis de l'usage des MLD/P qui sont uniques aux pays francophones?

(25) BLAMI DAO*: L'un des défis que je vois c'est que l'on a l'impression que les décideurs des pays francophones n'ont pas encore véritablement fait de la PF en général une priorité.

(26) THIERRY VAN BASTELAER: Pour continuer dans le sens de l'intervention (8) de Aisha: si le prix est de fait un problème dans l'accès aux MLD/P, y a-t-il des solutions de financement privées qui sont abordables? Comme Blami l'a indiqué (23), le rôle du budget de l'état est primordial, mais y a-t-il des solutions privées qui n'excluent pas les populations les plus démunies?

(27) AISHA TALIB*: Je suis d'accord Blami (23) mais que faire si il n'y a pas de ressources locales pour financer les vouchers quels autres moyens pouvons-nous accroître la demande?

(28) MAAIKE VAN MIN*: (24) non, mais je pense qu'il faut voir pourquoi le TPC des pays l'Afrique de Ouest reste si bas, même avec beaucoup de financement, et dans les autres pays africains ça commence vraiment à monter. C'est quoi qui bloque?

(29) BLAMI DAO*: Pour répondre à MAAIKE (28) c'est le manque de volonté politique qui bloque.

(30) MAAIKE VAN MIN*: (29) oui, je suis d'accord, mais il y a beaucoup d'autres choses aussi: attitude prestataires, influence religion, pression sociale etc.

(31) Gael O'Sullivan: Souvent ce sont les hommes qui bloquent l'utilisation des méthodes de la part de leurs femmes.

(32) Thierry Uwamahoro: (25) et (29) que faudrait-il faire pour remédier à cette manque de volonté politique ou pour influencer les décideurs politiques dans la bonne direction?

(33) MAAIKE VAN MIN*: (31) oui, mais ce n'est pas le facteur au Sénégal qui bloque le plus - dans nos services plus part des femmes discute avec leur mari sur la PF

(34) BLAMI DAO*: Je crois qu'il faut être prudent et ne pas accuser les hommes de tous les torts (31) car c'est la meilleure manière d'aggraver les choses. J'ai le sentiment que nous avons souvent "vendu" la PF comme une affaire de femmes.

(35) THIERRY VAN BASTELAER: Bonjour Comfort. Quelles sont vos impressions sur la situation de l'accès au MLD/P au Nigeria ?

(36) MAAIKE VAN MIN*: (32) Qu'est-ce qu'on demande la politique de changer? plus d'argent? plus de produits? il faut être clairs dans les demandes, mais comme je disais, la politique n'est pas la plus importante pourquoi des femmes ne peuvent pas accéder les méthodes longues durée ici au Sénégal. C'est surtout les problèmes 'terrain' - pas de produits, pas des prestataires etc.

(37) AISHA TALIB*: Blami - Pourriez-vous répondre à la question de Thierry (32) dans le contexte Burkina?

(38) THIERRY VAN BASTELAER: Donc, Maaïke, pour vous le problème se situe plus au niveau de l'offre qu'au niveau de la demande--du moins au Sénégal?

(39) Gael O'Sullivan: Selon mes recherches, surtout en Afrique, il y a des hommes (pas tous les hommes) qui s'inquiètent que les méthodes MLD/P pousseront leurs femmes avoir plus de partenaires.

(40) MAAIKE VAN MIN*: (38) oui, c'est ce qu'on voit ici en tous cas. Les femmes veulent ce service, mais le service n'est pas disponible

(41) MAAIKE VAN MIN*: (39) ça existe c'est sûr, mais si on peut déjà fournir des services aux femmes qui veulent avoir accès n'importe l'avis de son mari, ou bien avec l'aval de son mari, on servira déjà une grande partie des besoins non satisfaits. Après, je pense que de offrir les services va changer le discours sur la PF aussi - pour montrer que c'est pas dangereux pour la santé, pour la femme, etc. etc

(42) SHOPS Admin: Juste un rappel, il est 9h20 et cette discussion en ligne va prendre fin dans 10 minutes.

(43) THIERRY VAN BASTELAER: (40): si le service etait disponible, les femmes seraient-elles en mesure de l'acquiescer? Et si oui, est-ce que des organisations de base (cooperatives, mutuelles, institutions de microfinance) pourraient combiner la demande de toutes ces femmes pour attirer une reponse du cote de l'offre?

(44) BLAMI DAO*: Je crois qu'il faut un plaidoyer aupres des plus hautes autorites politiques pour les convaincre du bien fonde de la planification familiale. En effet beaucoup de responsables voient la PF comme une politique de limitation de la population purement et simplement. En prive ils estiment que leurs sont plutot sous peuples et qu'il faut des bras pour les developper.

La volonte politique en faveur de la PF aura pour corollaire: la formation de plus de prestataires, l'allocation d'un budget pour l'achat des contraceptifs y compris les MLD/P, la sensibilisation des populations. L'exemple du Rwanda montre ce que l'engagement politique au plus haut niveau peut faire.

(45) Thierry Uwamahoro: Merci Blami

(46) THIERRY VAN BASTELAER: Susana, Ginette et Amadou, nous entrons dans les 5 dernieres minutes du chat. L'occasion revue pour partager vos avis sur les questions qui ont ete soulevees jusqu'a present !

(47) AISHA TALIB*: Merci a tous. C'etait tres interessant.

(48) BLAMI DAO*: Ce fut une discussion interessante qui a permis d'echanger sur la question des MLD/P et sur la PF en Afrique de l'ouest de facon generale. On peut poursuivre les discussion car les TPC en Afrique de l'ouest sont en deca des financements et des besoins reels des populations.

(49) MAAIKE VAN MIN*: Merci a tous. Je pense qu'il faut continuer a trouver des solutions pour augmenter le TPC ici en Afrique de l'Ouest!

(50) SHOPS Admin: Bien, il est 9 :30. Si il y a des questions auxquelles nous n'avons pas encore repondu, vous etes la bienvenue a les poster dans le forum de discussion pour que les autres intervenants puissent contribuer a repondre a votre question.

Grands remerciements a nos panelistes pour avoir anime cette session de discussion en ligne, et merci a tous ceux qui se sont connectes pour participer.